

# À Kassel, quinze mille citoyens dressés contre les néonazis



À Kassel, dans le nord de la Hesse, en Allemagne, où le plus important représentant politique, le président de région Walter Lübcke a été abattu par un néonazi le 2 juin, des supporters du groupe d'extrême-droite *Die Rechte* [la droite en allemand N.D.L.R.] voulaient faire une marche le 20 juillet. Symboliquement, ils ont choisi ce jour pendant lequel la société allemande commémorait l'attentat manqué contre Adolf Hitler, le 20 juillet 1944. Malgré l'acceptation de cette marche seuls cent dix militants néonazis sont venus de différentes parties de l'Allemagne, sous la protection de mille cinq cents policiers. Plus de cent cinquante organisations, partis, groupes politiques et sociaux de Kassel et de la région ont appelé à manifester contre cette marche néofasciste. Quinze mille personnes se sont opposées pacifiquement dans la rue aux néonazis. Ils ont fait entendre clairement que Kassel n'est pas un lieu de propagande nazie, parce que le fascisme n'est pas une opinion mais un crime.

ULRICH SCHNEIDER

## Se souvenir de Bisesero

**Le 26 juin dernier, deux rescapés de Bisesero et l'association Survie, en présence d'Ibuka France et du Collectif des parties civiles pour le Rwanda, ont organisé une commémoration sur le Port Solférino à Paris. Devant l'inaction du gouvernement français de l'époque, les massacres de Tutsis se sont poursuivis entre le 27 et le 29 juin 1994.**

Le 26 juin 1994, des militaires français de l'opération Turquoise étaient informés par des journalistes de la présence de Tutsis, traqués par les génocidaires, dans les collines de Bisesero, à l'ouest du Rwanda. Ce n'est que le 30 juin qu'un autre détachement de l'armée française est intervenu, sans l'aval de Paris. C'est ce que les témoignages, notes ou archives déclassifiées laissent apparaître. Dans l'intervalle, des centaines de civils ont été tués : « C'était il y a vingt-cinq ans et pourtant dans la mémoire des rescapés c'était hier ! », raconte Fabrice Tarrit, coprésident de l'association Survie. « Autour de nous, l'Élysée, le Quai d'Orsay, le ministère de la Défense, Matignon. Entre eux, des ponts, des réseaux, des informations que l'on s'échange ou que l'on ne s'échange pas, des ordres que l'on donne ou que l'on décide de ne pas donner. Qui a décidé ? Pourquoi ? Le saura-t-on un jour ? » Car la loi sur le secret-défense jette un voile sur une partie de cette affaire. À cette époque, sur les hauteurs des collines de Bisesero des dizaines de

milliers de civils résistent aux attaques des milices interhamwe. « Ils leur tiennent tête avec des lances, des couteaux, souvent de simples pierres. Le 13 mai, une offensive coordonnée et menée avec d'importants renforts militaires et logistiques parvient presque à anéantir cette résistance. Lorsque le 22 juin ils apprennent le déclenchement de l'opération militaire française Turquoise, plus de deux mois et demi après le début du génocide, ils ne sont plus que deux mille à résister encore aux attaques quotidiennes. »

### Justice devra être rendue

Deux survivants du massacre de Bisesero Éric Nzabihimana et Bernard Kayumba, lesquels ont aussi rencontré des militaires français durant leur séjour en France, se sont exprimés et ont, symboliquement, jeté dans la Seine, de la terre de Bisesero. Éric Nzabihimana, se souvient d'une voix calme mais résolue de l'insoutenable : « Je n'oublierai jamais quand ma sœur Thérèse s'est fait décapiter avec son enfant dans son dos. Ni ce moment où nous



Bernard Kayumba et Eric Nzabihimana jetant symboliquement de la terre de Bisesero dans la Seine.

essayions de franchir la frontière avec le Burundi et où mon frère Jérôme a été tué dans la forêt. » Pour Bernard Kayumba : « Ce n'est pas qu'un crime rwandais mais un crime contre toute l'humanité. C'est important pour moi de dire au monde entier ce qui s'est passé chez nous, en 1994. L'armée française, qui avait un mandat pour la paix, a vu les génocidaires, mais nous a laissés à la merci des tueurs. Les autorités françaises de l'époque doivent répondre de leurs responsabilités. Tôt ou tard, justice sera rendue. Continuons de unir nos efforts pour un résultat consolateur pour les victimes et leurs familles. » De son côté, Jeanne Allaire, membre de l'association

Ibuka France et rescapée elle-même, souligne que tous n'ont pas été complices de ce génocide. « Mitterrand n'a rien fait, avec la bénédiction de ses ministres et de ses conseillers. On me demande comment j'arrive à vivre en France ? C'est aussi parce qu'il y a eu des lanceurs d'alerte comme Survie, et en particulier l'ex-rapporteur de la Fédération internationale des droits de l'homme Jean Carbonare, qui, dès le 24 janvier 1993, implorait la France de "faire quelque chose..." »<sup>(1)</sup>

J.L.G.

(1) C'était sur le journal télévisé d'Antenne 2. Jean Carbonare a été président de l'association Survie de 1988 à 1994.